

# Panorama

## de l'Économie Sociale et Solidaire en Midi-Pyrénées

Edito

La seconde édition du panorama de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Midi-Pyrénées apporte les données structurelles à fin 2010 concernant le poids de l'ESS dans le tissu entrepreneurial de notre région, les caractéristiques de ses établissements, ses salariés et ses activités, ainsi que son évolution dynamique.

Il apparaît que nos structures accentuent leur présence tant en nombre d'établissements que d'emplois. Alors que la crise fragilise l'ensemble des entreprises de la région, nos organisations continuent de croître, globalement, plus rapidement que le secteur privé capitaliste.

Ce constat, à fin 2010, trouve certainement des sources d'explication dans l'objet même des activités sur lesquelles nos organisations et entreprises collectives se déploient historiquement, mais aussi par leur sens des responsabilités en tant qu'acteurs économiques locaux.

La crise économique et sociale qui nous frappe depuis fin 2008 montre, deux années plus tard, la capacité de résistance de l'économie sociale et solidaire. Elle met également en lumière les ressources que nos acteurs ont su mobiliser tant pour maintenir leurs activités existantes que pour trouver des réponses innovantes aux problèmes qui frappent notre société de plus en plus inégale.

Cependant, depuis fin 2010 les associations voient leurs subsides stagner ou pire encore, revus à la baisse, tout comme leurs emplois, alors que leurs missions s'avèrent souvent plus lourdes à remplir. Les mutuelles santé ont dû s'organiser différemment en regroupant leurs entreprises, et, si les coopératives ont globalement pu amortir les effets des aléas de leurs carnets de commandes grâce aux réserves impartageables qu'elles avaient constituées, elles aussi abordent 2013 avec inquiétude.

Nous espérons que ce panorama puisse servir à mieux faire connaître l'ESS, mais aussi favoriser l'interconnaissance et la collaboration entre les réseaux pour les consolider et les développer.

*Agnès DOFNY*

*Présidente de la CRESS Midi-Pyrénées*



## L'ESS en Midi-Pyrénées

- 12 250 établissements employeurs
- 114 000 salariés
- 11,7 % de l'emploi régional et 16,1 % de l'emploi privé
- 2,6 milliards d'euros de salaires bruts
- Une progression annuelle moyenne de 4,1 % du nombre de salariés et de 2,8 % du nombre d'établissements employeurs entre 2007 et 2010.



# L'économie sociale et solidaire, une économie qui a du sens

L'économie sociale et solidaire regroupe des organisations et entreprises sous statuts d'associations, de coopératives, de mutuelles et de fondations, qui se sont fédérées autour de valeurs et de l'intérêt collectif de leurs membres ou de l'intérêt général et sociétal qu'elles servent, ainsi que des entreprises sociales et solidaires relevant d'activités telles que l'insertion par l'activité économique, les finances solidaires ou le commerce équitable.

Elles prônent une autre économie basée sur des valeurs et un mode de gouvernance spécifiques, et interviennent dans tous les secteurs d'activité : protection des personnes et des biens, approvisionnement, financement, logement, insertion sociale, lutte contre les inégalités, environnement, etc.

Ces structures de l'ESS qui entreprennent autrement sont des moteurs pour l'emploi, mais aussi pour le développement économique et social des territoires, au service d'une plus grande cohésion sociale.

## Un socle commun de valeurs...

Plusieurs principes communs reposant sur des valeurs de solidarité, liberté et égalité, les rassemblent :

- **La liberté d'adhésion** : chaque personne (individuelle ou personne morale) a la possibilité d'adhérer au sein d'une organisation de l'ESS ou de s'en retirer comme elle l'entend.
- **La gestion collective, démocratique et participative** : les dirigeants sont élus, en assemblée générale comme en conseil d'administration,

les instances de décisions sont collectives, reposant sur le principe « une personne = une voix » et non sur le principe « une action = une voix ».

- **La non lucrativité ou la lucrativité limitée** : la majorité ou totalité des excédents est réinvestie dans le projet social et sociétal de l'entreprise, des fonds propres impartageables sont constitués.
- **Les principes de solidarité et de responsabilité** guident la mise en place des actions dans une démarche de développement durable.

## ... pour des sociétés de personnes, non de capitaux

Les structures de l'économie sociale et solidaire se définissent comme des groupements de personnes et non de capitaux, porteuses d'un projet à la fois économique (activités, emplois) et d'intérêt collectif. Les membres peuvent être impliqués tout à la fois dans la création, l'activité et la gouvernance de ces structures. C'est le principe de la double qualité.

Répondre aux besoins non satisfaits des populations et des territoires, contribuer à un développement local, durable et solidaire, sont des objectifs qui priment sur la recherche du profit financier.

Elles mobilisent des ressources hybrides :

- vente de produits et services (dont marchés publics),
- cotisations et adhésions,
- financements publics (subventions, aides aux emplois) et privés (don, mécénat).

## Un moteur pour l'économie régionale et l'emploi

### ►►► Plus d'1 établissement et plus d'1 emploi sur 10 en région

En 2010, les structures de l'ESS en Midi-Pyrénées comptent 9544 entreprises employeuses (11,3 % des entreprises privées de la région) et 12 249 établissements<sup>2</sup> employeurs qui salarient 113 748 personnes, auxquelles elles versent 2,6 milliards d'euros de rémunérations (hors charges patronales) participant à la vie économique du territoire. Elles représentent 10,9 % des établissements employeurs de Midi-Pyrénées (12 % des établissements du secteur privé)<sup>3</sup> et 11,7 % des emplois (16,1 % des emplois du privé). Ainsi, l'emploi de l'ESS en région équivaut presque au double du secteur aéronautique et spatial<sup>4</sup>, et maille davantage le territoire.

La part de l'ESS dans l'économie globale en Midi-Pyrénées est supérieure d'1,4 points à la part nationale, tant en nombre d'établissements, d'emplois, que de rémunérations. La Région Midi-Pyrénées occupe la 7ème place des régions de France en volume d'établissements et la 8ème place en volume d'emplois de l'ESS.

Avec 4 établissements employeurs sur 5 (83,1 %) et l'équivalent en emplois (79,8 %), les structures associatives sont les plus importantes de l'économie sociale et solidaire.

Les coopératives regroupent 13,5 % des établissements employeurs et 13,3 % de l'emploi. On compte parmi elles, en Midi-Pyrénées, 126 SCOP et 9 SCIC<sup>5</sup>.

Les mutuelles, qui comptent 54 entreprises se déclinant en 340 établissements de mutuelles santé et 71 de mutuelles d'assurance, représentent 3,4 % des établissements employeurs et 4,9 % des emplois.

Les 24 fondations du territoire régional rassemblent 1,7 % des effectifs salariés de l'ESS.

	Economie sociale et solidaire	Privé hors ESS	Public
Établissements employeurs	12 249	89 762	10 714
Effectifs salariés au 31/12	113 748	594 218	260 492
Équivalents temps pleins	95 617	529 050	238 740
Rémunérations brutes (en milliards d'euros)	2,6	17	7

Source : INSEE, CLAP 2010, Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées

	Coopératives	Mutuelles santé et d'assurances
Établissements employeurs	1 635	411
Effectifs salariés au 31/12	15 372	5 624
Équivalents temps pleins	14 168	4 962
Rémunérations brutes (en millions d'euros)	486	169

Source : INSEE, CLAP 2010, Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées

<sup>2</sup> Un établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Une entreprise peut donc compter plusieurs établissements.

<sup>3</sup> La contribution à l'emploi de l'ESS est cependant plus importante si l'on considère l'ensemble des emplois associés portés par des entreprises ayant d'autres statuts juridiques et bénéficiant d'agréments spécifiques comme ceux de l'insertion par l'activité économique, ou encore des entreprises extérieures à l'ESS mais contrôlées par des groupes coopératifs ou des mutuelles.

<sup>4</sup> Ce secteur emploie 62 000 salariés en Midi-Pyrénées (hors emploi intérimaire). Source : Insee Midi-Pyrénées, Dossier n°157, 2012.

<sup>5</sup> Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP), Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC). Source : URSCOP Midi-Pyrénées, 2010.

## Des emplois et entreprises non délocalisables

Créées à l'initiative d'acteurs locaux et de citoyens, les organisations et entreprises de l'ESS **s'ancrent dans les territoires**, portent des services de proximité et créent des emplois non délocalisables. Elles sont capables de mobiliser une diversité d'acteurs autour de projets au service du **développement local**. L'ESS favorise également les ressources locales en s'appuyant sur des circuits courts ou en soutenant la mise en place et le maintien d'activités économiques locales.

## Des innovations au service de la cohésion sociale

Les organisations et entreprises de l'ESS sont génératrices d'innovations.

Le plus souvent elles prennent la forme d'**innovations sociales**, en ce sens qu'elles contribuent à la lutte contre les exclusions, contre les inégalités, et tendent à contribuer à une meilleure qualité de vie collective.

Elles reposent aussi sur des **innovations organisationnelles** et encouragent la participation des différentes parties prenantes associées au projet. Elles privilégient les partenariats et la mutualisation, à l'exemple de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), des

groupements d'employeurs et des pôles territoriaux de coopération économique.

L'ESS s'appuie sur des dynamiques partenariales et locales d'échanges plutôt que l'anonymat et la spéculation : les circuits courts, les monnaies complémentaires ou solidaires témoignent de ces **innovations d'usages**.

On retrouve également l'**innovation dans les activités** de l'ESS. Ainsi le tourisme social, l'aide à domicile, l'action sociale, sont autant d'activités dont elle est à l'origine et qu'elle contribue à structurer. L'investissement dans les filières de l'éco construction, du recyclage et des éco-activités, le développement d'AMAP et de jardins collectifs pour l'alimentation, la finance solidaire sont autant d'exemples d'innovations plus récentes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour aller plus loin : « Panorama de l'ESS en France et dans les Régions » 2012 et « Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire » Dalloz, Juris Editions, 2012, Observatoire national de l'ESS – CNCRES.

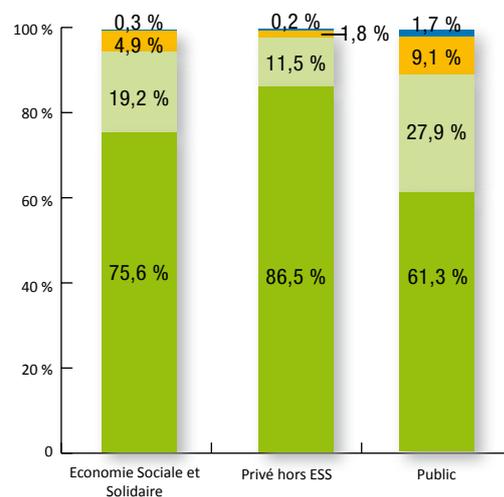
## ►►► Près d'1 établissement privé sur 4 de plus de 50 salariés est issu de l'ESS

Part de l'ESS dans le total	Part de l'ESS au niveau national
10,9 %	9,5 %
11,7 %	10,3 %
11,1 %	9,7 %
9,8 %	8,4 %

- Grands établissements : 250 salariés et +
- Moyens établissements : de 50 à 249 salariés
- Petits établissements : de 10 à 49 salariés
- Micro établissements : moins de 10 salariés

Source : INSEE, DADS 2010, Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées  
Champ : Midi-Pyrénées, nombre d'établissements employeurs

Répartition des établissements par taille



Associations	Fondations	Ensemble ESS
10 179	24	<b>12 249</b>
90 796	1 956	<b>113 748</b>
74 786	1 701	<b>95 617</b>
1 875	56	<b>2 586</b>

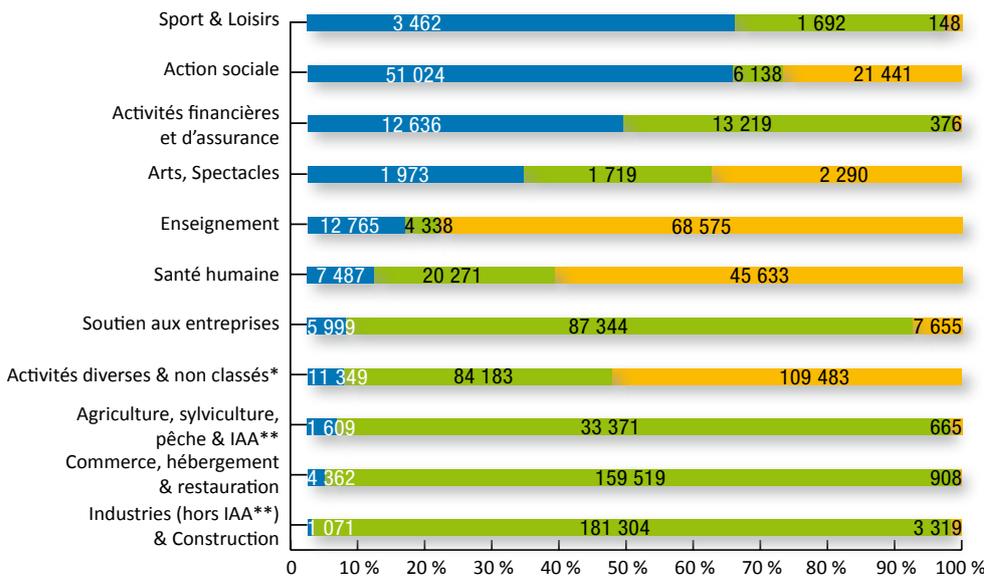
Comme pour l'ensemble de l'économie française, l'ESS est composée essentiellement de structures de moins de 10 salariés, qui représentent 3 établissements sur 4.

Cette part de micro-établissements est moindre par rapport au secteur privé hors ESS, où elle s'élève à 86,5 %. En fait, l'écart entre l'ESS et le privé hors ESS se fait essentiellement sur les micro-établissements de moins de 5 salariés (61,1 % dans l'ESS et 70,5 % dans le privé hors ESS).

1 établissement de l'ESS sur 5 compte entre 10 et 49 salariés. Un quart des établissements de 50 salariés et plus du secteur privé relèvent de l'ESS. Ces moyens et grands établissements rassemblent presque la moitié des emplois de cette économie. Les grands établissements de l'ESS (plus de 250 salariés) sont pour 57,7 % des associations et pour 34,6 % des coopératives.

# Une économie présente dans tous les secteurs, des entreprises pluri-activités

Poids de l'emploi par secteur d'activité



■ Economie Sociale et Solidaire  
■ Privé hors ESS  
■ Public

Source : INSEE, CLAP 2010, Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées  
Champ : Midi-Pyrénées, nombre de postes non annexes au 31/12 et effectifs au 31/12

\* Activités diverses : Sont placés dans cette catégorie les secteurs qui sont employeurs dans l'ESS mais qui ont de petits effectifs ou qui sont soumis au secret statistique en 2010 (transports, activités immobilières, information et communication...)  
Non classés : 94.99Z. Il s'agit essentiellement d'associations dont l'activité principale n'a pas été clairement identifiée, le secteur associatif restant mal connu donc mal classé. De plus, certaines associations ont une multi-activité ne permettant pas de dégager une activité principale. D'expérience, l'activité de ces associations relève pour une grande part de l'action sociale, l'enseignement et la santé, secteurs dont le poids est par conséquent sous-estimé.  
\*\* IAA : Industrie agro-alimentaire

## Une économie très active dans l'action sociale, les sports et loisirs

Les 2/3 des emplois de ces secteurs se situent dans l'ESS ; ce poids se confirme en nombre d'établissements pour les sports et loisirs (4/5) et l'action sociale (2/3).

Avec 51 000 salariés, l'action sociale est le premier secteur employeur de l'ESS (44,9 % de ses effectifs totaux). Ces derniers se répartissent pour 46,5 % dans les établissements d'hébergement médico-social et social et pour 23,3 % dans les services d'aide à domicile. C'est dans l'aide par le travail et l'aide à domicile que l'ESS est la plus présente (93,7 % et 82,3 % des effectifs régionaux).

La quasi totalité des établissements d'action sociale de l'ESS sont des associations (98,2 %). Plus de la moitié (55,2 %) des emplois associatifs sont concentrés dans ce secteur.

Les autres formes juridiques de l'ESS y sont également présentes, avec notamment 514 emplois dans les mutuelles.

## Les activités financières et d'assurance fortement employeuses dans les coopératives et les mutuelles

Avec plus de 12 000 emplois, le poids de l'ESS équivaut à la moitié des effectifs des activités financières et d'assurance de la région.

Dans l'ESS, un emploi sur 10 relève de ces activités.

61,9 % des salariés de mutuelles et 58,4 % des salariés de coopératives travaillent dans le secteur.

L'ESS compte pour 1/3 des établissements employeurs de ce secteur dont 954 coopératives, essentiellement bancaires, et 270 mutuelles santé et d'assurances.

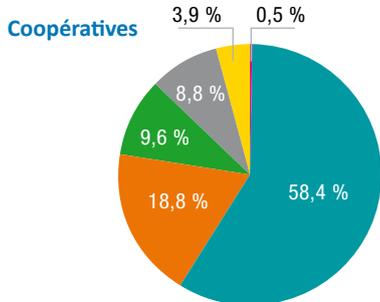
<sup>6</sup> Source : Enquête Coop de France Midi-Pyrénées, septembre 2010. Dans la base CLAP, les coopératives agricoles sont classées dans des secteurs d'activité divers (dans les secteurs dans « agriculture » et « IAA », mais aussi dans l'industrie, le commerce, etc.), on les retrouve donc parmi les 207 établissements mentionnés mais aussi ailleurs.

## L'ESS présente dans les secteurs économiques traditionnels

La quasi-totalité des secteurs d'activité économiques sont couverts par l'ESS. Si ses structures entreprennent surtout dans les « services à la population », elles le font également dans les secteurs dits « traditionnels ».

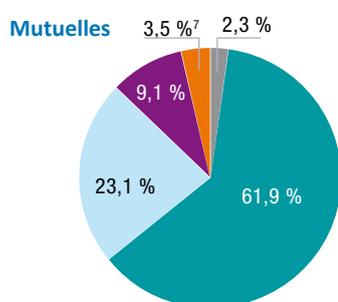
En Midi-Pyrénées, l'ESS compte :

- 99 établissements et 1071 emplois dans l'industrie et la construction,
- 207 établissements et 1609 emplois dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire. De plus, 150 coopératives agricoles et leurs 103 filiales emploient 7835 salariés (dont 4059 directement dans les coopératives)<sup>6</sup>. 9,6 % des salariés des coopératives travaillent dans ces secteurs.
- 255 établissements et 3166 emplois dans le commerce. 18,8 % des salariés des coopératives travaillent dans ce secteur.
- 234 établissements et 1196 emplois dans l'hébergement et la restauration.

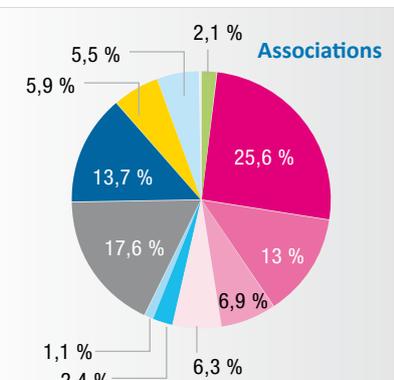


■ Activités financières et d'assurance  
■ Commerce  
■ Agriculture, sylviculture, pêche et IAA\*\*  
■ Activités diverses et non classés\*  
■ Soutien aux entreprises  
■ Information & communication

Répartition de l'emploi par secteur d'activité



■ Santé humaine  
■ Action sociale  
■ Hébergement médico-social et social  
■ Aide à domicile  
■ Aide par le travail  
■ Action sociale non classée ailleurs



■ Accueil de jeunes enfants  
■ Autres actions sociales  
■ Enseignement  
■ Arts, Spectacles

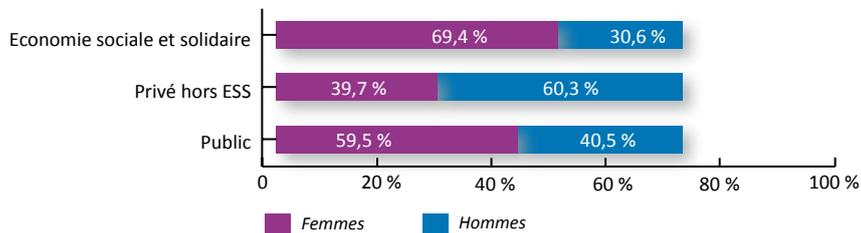
# Des carrières pour les femmes et un maintien dans l'emploi pour les seniors

## ►►► Plus de 2 salarié(e)s sur 3 sont des femmes

**69,4 % des salariés dans l'ESS sont des femmes**, contre 59,5 % dans le public et 39,7 % dans le privé hors ESS. Cette tendance est fortement liée aux activités exercées, principalement dans le domaine des services.

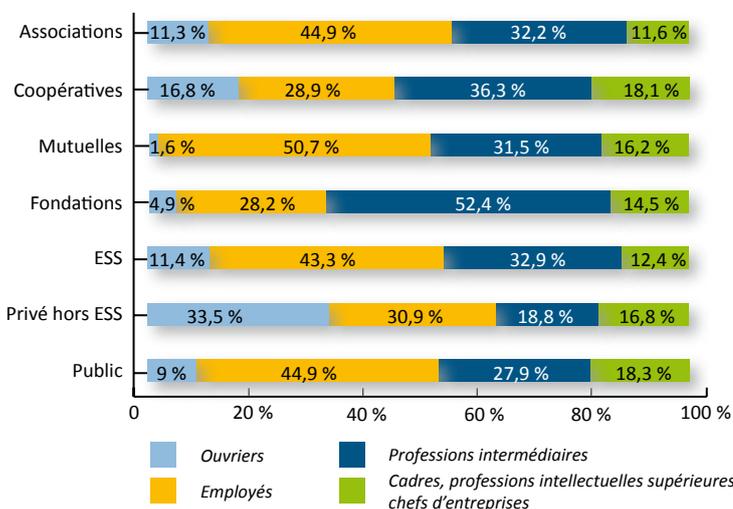
Ainsi, 75 % des emplois des mutuelles sont occupés par des femmes, 72,8 % dans les associations, et 67 % dans les fondations<sup>8</sup>. Ce sont dans les coopératives, qui exercent des activités industrielles, de construction, de commerce, que les femmes sont les moins représentées (47,4 %).

Répartition des salariés par sexe



Source : INSEE, CLAP 2010 – Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées.  
Champ : Midi-Pyrénées, nombre de postes (non annexes) au 31/12.

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle



Source : INSEE, CLAP et DADS 2010 – Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées.  
Champ : Midi-Pyrénées, nombre de postes (non annexes) au 31/12.

Les catégories socio-professionnelles des salariés de l'ESS sont également dépendantes des activités des structures. Ainsi, on y retrouve une part moins importante d'ouvriers, mais plus d'employés et de professions intermédiaires que dans les autres établissements du privé.

Les coopératives ont la part la plus importante de cadres (18,1 %), et les associations la plus faible (11,6 %). Les ouvriers sont plus fortement représentés dans les établissements coopératifs (16,8 %), les employés dans les mutuelles (50,7 %) et les professions intermédiaires dans les fondations (52,4 %)<sup>8</sup>.

Les femmes, dont la représentation est très importante chez les employés (86,3 %), sont également majoritaires dans les postes d'encadrement (53,1 %). L'ESS se démarque ainsi du reste du secteur privé où les femmes ne représentent que 28 % des postes d'encadrement. Afin de mieux analyser ces constats sur la place des femmes dans l'ESS, une étude plus fine à la fois quantitative et qualitative sera réalisée en 2013.

<sup>8</sup>Source : INSEE, DADS 2010 – Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées. Champ : Midi-Pyrénées, nombre de postes (non annexes) au 31/12.

## ►►► Plus d'1 salarié sur 4 a plus de 50 ans

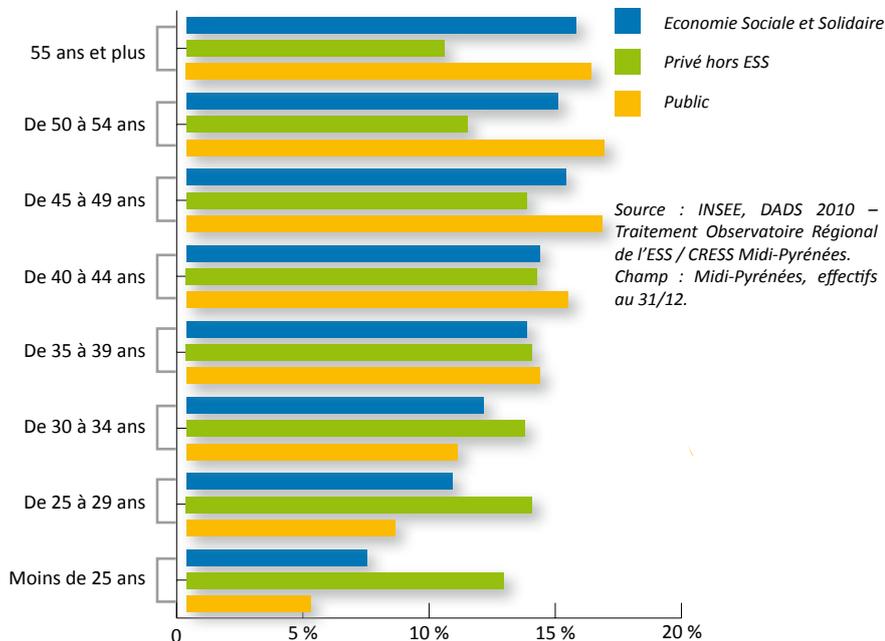
La pyramide des âges de l'économie sociale et solidaire ressemble relativement au secteur public, mais se déploie à l'inverse au secteur privé hors ESS.

Les jeunes salariés de 34 ans et moins sont plus faiblement représentés dans l'ESS. 17,4 % de ses salariés ont moins de 30 ans, contre 25,7 % dans le reste du secteur privé. Les coopératives ont la part de jeunes salariés la plus forte, avec 21,9 % de moins de 30 ans, contre 11,8 % dans les fondations, et entre 15 et 17 % pour les associations et les mutuelles.

**La part des seniors dans l'emploi est plus importante dans l'ESS que dans le privé hors ESS.** Si la tranche d'âge des 35-44 ans a un poids équivalent, celle des 45 ans et plus est mieux représentée dans l'ESS. Parmi ses salariés, 29,5 % ont plus de 50 ans, contre 20,9 % dans le reste du secteur privé. Les fondations ont un taux d'emploi de seniors plus élevé, avec 34,8 % de salariés de plus de 50 ans, suivies des associations (30 %).

La part moindre des jeunes et la part significative des plus de 50 ans posent avec force la question du vieillissement et du renouvellement des salariés pour l'ESS.

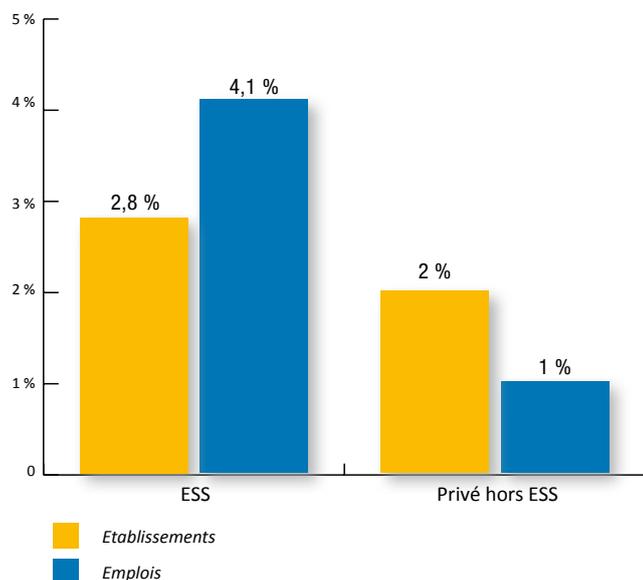
Pyramide des âges



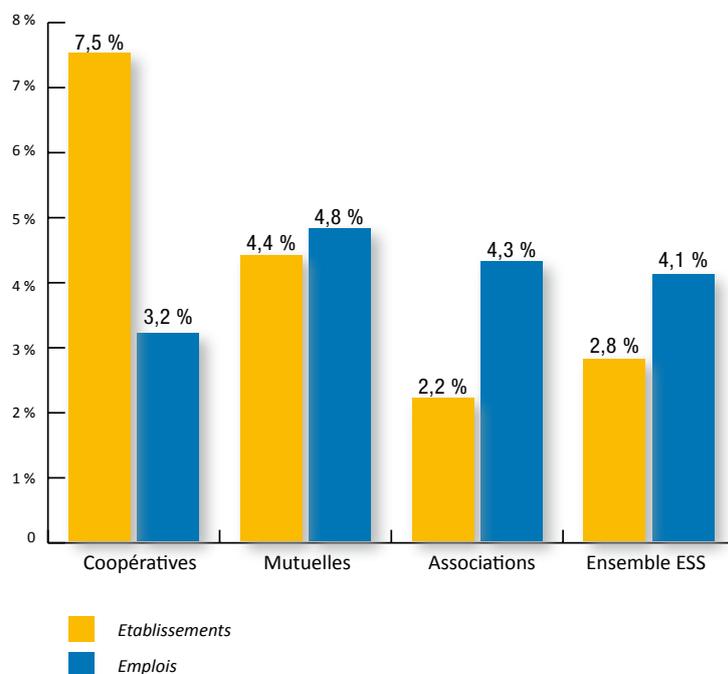
Source : INSEE, DADS 2010 – Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées.  
Champ : Midi-Pyrénées, effectifs au 31/12.

# Une économie en croissance qui résiste mieux à la crise

Evolution moyenne annuelle du secteur privé  
(ESS et hors ESS) entre 2007 et 2010



Evolution moyenne annuelle de l'ESS par forme juridique<sup>9</sup>  
entre 2007 et 2010



Source : INSEE, DADS 2007 à 2010, Traitement Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées. Champ : Midi-Pyrénées, nombre d'établissements employeurs, nombre de postes au 31/12<sup>10</sup>

l'économie sociale et solidaire montre un dynamisme économique manifeste, quand bien même la crise fragilise l'ensemble des entreprises de la Région, elle croît plus rapidement que le reste du secteur privé.

En moyenne chaque année, le nombre d'établissements employeurs augmente de 2,8 % dans l'ESS alors qu'il augmente de 2 % dans le secteur privé hors ESS.

Concernant l'emploi, alors que l'ESS connaît une évolution moyenne annuelle de + 4,1 % de ses salariés, le taux d'évolution des emplois dans les entreprises classiques est de + 1 %.

Parmi les différentes formes juridiques de l'ESS, entre 2007 et 2010, les coopératives connaissent la croissance la plus forte en termes d'établissements (+7,5 %)<sup>11</sup>, mais la plus faible en termes

d'emplois. Ce sont les mutuelles qui ont le taux de croissance d'emploi le plus important (+4,8 %). Les associations poursuivent une évolution remarquable, supérieure au secteur privé hors ESS.

Entre 2010 et 2011 en Midi-Pyrénées, l'emploi continue d'augmenter pour l'ensemble des formes juridiques, sauf pour les associations dont le nombre de salariés est en baisse depuis fin 2010<sup>12</sup>, et qui connaissent pour un certain nombre des situations financières difficiles dues à une diminution des financements publics. La création d'associations en Midi-Pyrénées diminue également depuis 2009.

Les SCOP ont bien résisté à la crise, la création de SCOP, de SCIC et d'emplois coopératifs continue à augmenter après 2010, cependant des difficultés se font également ressentir à partir du

2ème semestre 2011. Ces entreprises commencent alors à enregistrer des pertes et voient leurs réserves diminuer, notamment dans les secteurs du bâtiment et de la communication.

Comme les dirigeants associatifs, les dirigeants des coopératives font part de leurs craintes vis-à-vis de l'évolution de la situation économique de leurs entreprises en 2012 et 2013.

En 2012, la phase de concentration et de regroupement des entreprises se poursuit au sein des mutuelles santé et prévoyance. On assiste ainsi à une baisse du nombre d'organismes mutualistes, qui se traduit par une diminution des ressources humaines au plan régional, tout en maintenant les parts de marché des complémentaires santé.

<sup>9</sup> Les fondations ne sont pas représentées pour cause de valeurs inexploitable ne permettant pas d'en mesurer l'évolution sur cette période.

<sup>10</sup> Postes non intérimaires et non annexes. On considère que l'on est en présence d'un poste non annexe lorsque la rémunération est supérieure à 3 SMIC mensuels ou que la durée de l'emploi dépasse 30 jours et 120 heures et que le rapport nombre d'heures/durée est supérieur à 1,5.

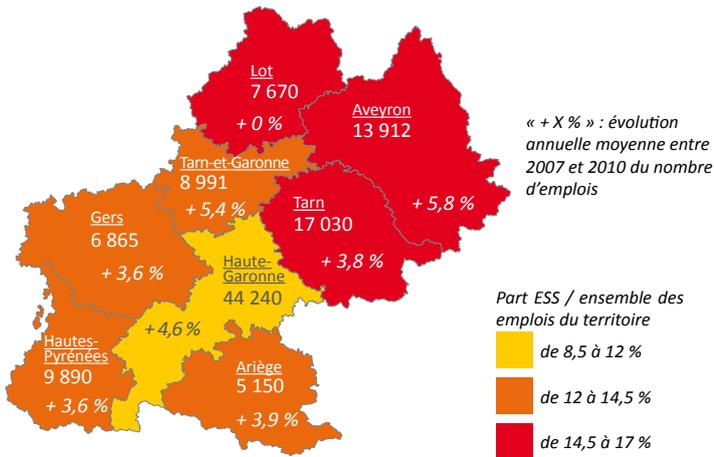
<sup>11</sup> Ce résultat est à nuancer, car il est notamment dû à l'entrée des Caisses d'épargne dans le champ des coopératives de DADS en 2010. Les effectifs concernés sont soumis au secret statistique.

<sup>12</sup> Cette baisse est enregistrée à partir du 4ème trimestre 2010. Entre 2010 et 2011, elle est de -2,8 %, reportant une baisse de l'emploi sur l'ensemble de l'ESS à -1,7 %. Sources : ACOSS-URSSAF et MSA ; Traitement Recherches & Solidarités, « L'emploi dans l'économie sociale en Midi-Pyrénées en 2011 ».

# Une contribution majeure au développement des territoires de Midi-Pyrénées

## Nombre d'emplois de l'ESS par département

Les emplois



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : INSEE, CLAP 2010, DADS 2007 à 2010  
 Traitement : Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées  
 Champ : effectifs au 31/12 (CLAP) ; nombre de postes au 31/12 (DADS)

La répartition régionale des emplois l'ESS par département est similaire à celle des établissements : la Haute Garonne en concentre 38,9 %, le Tarn et l'Aveyron 15 % et 12,2 %, les autres départements moins de 9 %.

Selon les départements, la variation de la part de l'ESS dans l'ensemble des emplois est plus importante que pour les établissements. Avec 8,7 %, c'est la Haute Garonne qui a la part la plus faible. Les départements où la part des emplois fournis par l'ESS est la plus forte sont l'Aveyron (16,6 %), le Tarn (16,4 %) et le Lot (16 %).

L'Aveyron et le Tarn et Garonne sont les territoires où les emplois de l'ESS ont progressé le plus fortement avec respectivement +5,8 % et +5,4 % en moyenne chaque année. Les emplois de l'ESS dans le Lot sont stables sur les 4 ans, et les autres départements connaissent une évolution supérieure à +3 %.

20,4 % des salariés de l'ESS du Gers et 18,4 % du Lot sont employés dans des coopératives, et moins de 10 % dans les Hautes-Pyrénées. La part des effectifs des mutuelles est la plus significative en Aveyron (6,3 %), et la moins significative dans le Tarn et Garonne (3,2 %). L'emploi associatif est, quant à lui, le plus fort dans les Hautes-Pyrénées et l'Ariège (85,1 % et 82,7% des emplois de l'ESS), et atteint son taux le plus bas dans le Tarn (74,1 %).

## Des activités sectorielles déployées différemment selon les départements

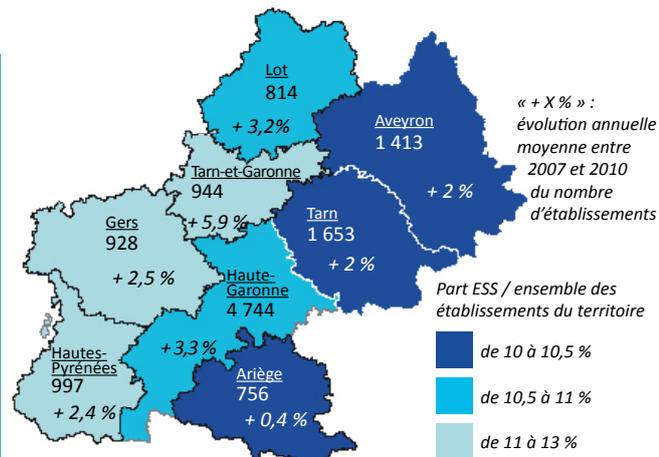
Dans l'ESS, la répartition des établissements employeurs et des emplois par forme juridique est fortement liée aux activités exercées par les structures. Ces domaines doivent eux-mêmes être rapprochés des spécificités et des histoires locales. Ainsi, le poids du secteur **agriculture, sylviculture et pêche** (hors IAA) est plus important dans les départements de l'Ariège, du Gers et du Tarn-et-Garonne : entre 3 et 4 % des établissements employeurs de l'ESS, tandis que ce secteur est inférieur à 1 % en Haute-Garonne et dans les Hautes-Pyrénées. Le secteur **industrie et construction** (dont IAA) est plus présent en Ariège et dans le Gers, où il

rassemble respectivement 6 % et 4,1 % de l'emploi dans l'ESS quand la moyenne régionale est de 1,9 %. Le **commerce** rassemble 9,1 % des emplois de l'ESS dans le Gers et 7,2 % dans le Tarn-et-Garonne (moins de 4 % dans les autres départements de la région). Les activités d'**hébergement** et de **restauration** constituent 5,4 % des établissements employeurs dans les Hautes-Pyrénées, tandis qu'elles ne représentent que 1,9 % au niveau régional. Le secteur **soutien aux entreprises** tient une place particulière dans le Gers : 13,1 % de l'emploi de l'ESS contre 5,3 % au niveau régional.

La place de l'**enseignement** dans l'ESS est faible en Ariège et dans le Lot, avec respectivement 5,3 % et 6,2 % des effectifs contre une moyenne régionale de 11 %. La part de la **santé** dans l'ESS varie de manière significative selon les départements : 13,4 % des effectifs de l'ESS dans le Lot, 11,1 % en Aveyron et dans le Tarn mais moins de 2 % dans le Gers et le Tarn-et-Garonne. Enfin, l'**action sociale** est plus fortement présente dans les Hautes-Pyrénées où elle rassemble 54,9 % des salariés de l'ESS, tandis que les départements de la Haute Garonne, du Gers et du Lot sont à moins de 45 %.

## Nombre d'établissements de l'ESS par département

Les établissements employeurs



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : INSEE, CLAP 2010, DADS 2007 à 2010  
 Traitement : Observatoire Régional de l'ESS / CRESS Midi-Pyrénées  
 Champ : établissements employeurs

L'ESS en Midi-Pyrénées connaît une répartition assez hétérogène de ses établissements suivant les départements : la Haute-Garonne accueille presque 1 établissement sur 4, le Tarn et l'Aveyron plus d'1 sur 10, alors que l'Ariège et le Lot en comptent moins d'1 sur 15.

En revanche, le poids des établissements employeurs de l'ESS dans l'économie des territoires varie peu entre les départements : entre 10 et 13%. Le taux le plus élevé est en Ariège (12,6 %), où l'ESS déploie pourtant le plus petit nombre d'établissements et progresse le moins entre 2007 et 2010.

Le Tarn et Garonne connaît la plus forte évolution, avec +5,9 % d'établissements en moyenne chaque année (suivi de la Haute Garonne et du Lot). Ce département se démarque également avec un taux significatif de 20 % de coopératives parmi les établissements employeurs de l'ESS, comme le Gers et le Lot avec respectivement 16,2 et 15,7 %, quand la Haute-Garonne a un taux minime de 10,9 %.

Les associations ont un poids supérieur à 80 % au sein des établissements employeurs de l'ESS dans tous les départements, sauf dans le Tarn-et-Garonne (76,6 %). Ce taux atteint 86 % en Haute-Garonne et en Ariège.

La part des mutuelles est plus importante dans les départements de l'Aveyron, des Hautes-Pyrénées et du Tarn, où elle dépasse les 4 %, alors qu'elle est de 1,8 % dans le Gers.



# NOTE METHODOLOGIQUE

## L'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire Midi-Pyrénées

En 2010, la CRESS Midi-Pyrénées a créé un Observatoire Régional de l'Economie Sociale et Solidaire pour contribuer à connaître, faire connaître et reconnaître l'ESS en région et favoriser son développement.

« L'Observation au service de l'Action » : il met son expertise au service de projets transversaux. Les productions et analyses étant des leviers à la mise en place d'actions et de projets, cet outil sert de support à l'action de la CRESS, des acteurs de l'ESS et des pouvoirs publics.

### ►►► Offre de services

- Etudes thématiques et territoriales (données de cadrage, études qualitatives, diagnostics territoriaux, enquêtes par questionnaire, notes de conjoncture, baromètres)
- Conseil (qualification de l'information, appui méthodologique)
- Outils d'aide au pilotage, à la décision et à l'animation territoriale
- Repérage des acteurs de l'ESS, production de bases de données
- Communication : publications, conférences, diffusion de l'information

## Le réseau des Observatoires de l'ESS

L'Observatoire régional de l'ESS de la CRESS Midi-Pyrénées fait partie du dispositif de mesure et d'observation de l'ESS en France et dans les régions, réseau de compétences et d'expertise mis en place par les CRES(S) et le CNCRES.

Lieux de convergences et de mutualisation des travaux sur l'ESS, les Observatoires de l'ESS s'appuient sur une méthodologie homogène, scientifique et cohérente entre les territoires, afin d'assurer leurs fonctions d'étude, de veille, d'aide à la décision et de prospective.

### ►►► Ils ont pour objectifs :

- d'observer le dynamisme atypique des entreprises de l'ESS en matière de création d'établissements et d'emplois,
- de définir et mesurer les richesses (économiques, sociales, culturelles...) générées par l'ESS à l'aide d'indicateurs spécifiques,
- d'améliorer les conditions d'observation quantitative et qualitative de l'ESS afin de disposer de données fiables et pertinentes pour alimenter la réflexion prospective et permettre d'orienter les choix stratégiques des entreprises et organisations de l'Economie sociale et solidaire, ainsi que l'action publique en faveur du développement économique et social.

## Périmètre statistique

En 2008, le périmètre statistique de l'ESS a été normalisé conjointement par l'INSEE, le CNCRES et la DIIIESES. Il est constitué d'une série de codes juridiques regroupés en quatre familles : Associations (associations lois 1901, 1908), Coopératives (coopératives d'usagers, de production, multisociétaires, d'entreprises et coopératives bancaires), Mutuelles (mutuelles de santé et prévoyance, mutuelles d'assurance), Fondations. Ce périmètre concerne les seules structures

ayant une fonction d'employeur.

De ces regroupements juridiques sont exclues certaines activités (via leur code APE – activité principale exercée) : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (APE 84), Organisations patronales et consulaires (APE 94.11Z), Syndicats de salariés (APE 94.20Z), Organisations religieuses (APE 94.91Z), Organisations politiques (APE 94.92Z).

L'utilisation de ce périmètre statistique offre une lecture cohérente et harmonisée entre territoires et au fil des années, tout en

étant compatible avec d'autres sources de données.

L'observation des organisations de l'économie sociale et solidaire ayant, sous d'autres formes juridiques que celles incluses dans le périmètre d'observation de l'ESS, des activités d'insertion par l'activité économique, de commerce équitable, d'agriculture biologique, de finances solidaires, d'éco-construction, etc., relève de travaux complémentaires, ces activités n'étant pas identifiables comme telles dans la nomenclature d'activité française.

## Articulation des sources INSEE CLAP et DADS

La source INSEE CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) est utilisée depuis 2008 par le réseau des Observatoires de l'ESS pour déterminer les volumes régionaux et départementaux de l'ESS. Elle résulte de la mise en cohérence des sources DADS, URSSAF, MSA et des données de la fonction publique d'Etat. CLAP est la source utilisée pour fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal. Elle est donc devenue la référence pour les comptages par territoire des volumes d'entreprises et d'emplois.

La base DADS (Déclaration Annuelle des Données Sociales) est utilisée pour les analyses en termes de structures d'emploi sur les indicateurs absents de la source CLAP (tranches d'âge, tailles d'entreprise...).

La présente publication articule ces deux sources d'information. Certaines données issues de CLAP et DADS sont absentes des tableaux et graphiques présentés. Elles sont soit égales à zéro, soit non significatives ou masquées par les règles prédéfinies par l'Insee de «secret statistique».

Ces données CLAP et DADS sont livrées systématiquement 2 ans après leur collecte, ainsi les données traitées dans ce document portent sur l'année disponible la plus récente.

## Egalement disponible en téléchargement sur [www.cress-midipyrenees.org](http://www.cress-midipyrenees.org)



### Contact

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Midi-Pyrénées  
70, boulevard Matabiau – 31000 TOULOUSE

Présidente : Agnès DOFNY

Chargée de mission Observatoire : Aurélie ZUSSY-STIRER, 05 62 16 65 52  
[a.zussy.stirer@cress-midipyrenees.org](mailto:a.zussy.stirer@cress-midipyrenees.org)

Retrouvez plus d'informations sur l'ESS sur [www.cress-midipyrenees.org](http://www.cress-midipyrenees.org)